



PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Orléans, le

23 NOV. 2016

Unité départementale de Loir-et-Cher

Site concerné

Dépôts Électrolytiques et Chimiques

Chemin des Roses
41170 CORMENON

Arrêté préfectoral complémentaire

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

à

Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
(Préfecture / BEAT)

Copies : DREAL Centre (SEIR), UD 41

Pièces jointes : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

**RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES
ET TECHNOLOGIQUES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

1 OBJET DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de proposer à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher, pour le site de la société DEC qu'elle exploite à Cormenon, un arrêté préfectoral prescrivant :

- la modification du tableau de classement du site en actant le bénéfice de l'antériorité suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- la mise en place de garanties financières pour la mise en sécurité des installations,
- les conditions de cessation d'activité de l'établissement,
- la modification de certaines dispositions afin de prendre en compte la construction de la nouvelle station de traitement et notamment :
 - les conditions de collectes et de rejets,
 - les conditions de prélèvements.

2 DEMANDE D'ANTÉRIORITÉ

2.1 Contexte réglementaire

Suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, par le décret n°2014-285 du 03 mars 2014 modifié, l'exploitant a transmis par courrier du 17 mai 2016 et

courriel de complément du 18 mai 2016, à la préfecture de Loir-et-Cher, une version actualisée du tableau de classement.

2.2 Avis du service instructeur et mise à jour du tableau de classement

Le service d'inspection des installations classées a procédé à un examen de ce tableau de classement transmis par l'exploitant en prenant en compte l'ensemble des textes réglementaires en vigueur.

L'examen permet d'acter le bénéfice de l'antériorité pour l'établissement. Le service d'inspection des installations classées propose de mettre à jour le tableau de classement de l'établissement pour les activités et volumes présentés en annexe 1 du présent rapport.

3 MISE EN PLACE DES GARANTIES FINANCIÈRES

3.1 Contexte réglementaire

L'alinéa 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement soumet, depuis le 1er juillet 2012, certaines catégories d'installation à garanties financières pour la mise en sécurité lors de la mise à l'arrêt définitif. Cette disposition vise à permettre de réaliser dans des conditions satisfaisantes le retrait des déchets et/ou des produits dangereux, l'élimination des risques d'incendie et d'explosion, la clôture des installations pour éviter tout risque pour les personnes et l'environnement et éventuellement la surveillance des milieux (eaux souterraines) en cas de pollution.

Un délai d'application du décret de deux ans à compter de la date d'exigibilité de ces garanties financières a été accordé pour les installations existantes afin de permettre aux exploitants d'anticiper ces obligations. Ce délai doit être mis à profit pour anticiper les échéances prévues à l'article R516-5-1.

Il appartient aux exploitants concernés de calculer le montant de la garantie à retenir en fonction des opérations de mise en sécurité qui seront à réaliser lors de la mise à l'arrêt des installations.

3.2 Calcul des garanties financières

La société DEC Dépôts Électrolytiques et Chimiques est autorisée par arrêté préfectoral du 3 octobre 2005 à effectuer une activité d'installations de traitement et revêtement des métaux.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, elle est concernée par les rubriques suivantes,

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques/alinéa
2565-2-a	Métaux et matières plastiques (traitement des)
2565-1-a	Traitement de surface avec mise en œuvre de cadmium
2940-1-a	Vernis, peinture, colle, ... (application, cuisson, séchage)
3260	Traitement de surface

Les activités connexes aux installations précitées sont également visées. On entend par installation connexe toutes les installations qui sont nécessaires au fonctionnement de l'installation soumise à garanties financières en intégrant les déchets de toute nature ou les produits dangereux générés et utilisés par l'installation. Sont notamment visés :

- les cuves de la station de détoxification,
- la zone extérieure de stockage des déchets,
- les déchets entreposés dans les ateliers de traitement de surface et la station de détoxification,
- la cuve de fluide caloporteur.

Par courrier du 28 septembre 2015 la société a fourni un calcul du montant de la garantie financière applicable dont le montant s'élève à 793 272€ TTC.

3.3 Avis du service instructeur

Après examen par la DREAL et compte tenu des compléments apportés par l'exploitant en date du 20 octobre 2015, ce calcul est considéré comme conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines et à celles de la note DGPR référencée BSSS/2013-265/EF du 20 novembre 2013.

Certaines données qui encadrent ce calcul doivent être désormais prises en compte dans les prescriptions préfectorales, et concernent :

- le taux de TVA applicable qui est 20% ;
- la dernière valeur de l'indice public TP01 base 2010 actualisé de 102,3 (indice de juillet 2016), soit avec un coefficient de raccordement à 6,5345 vaut 668,5.

Le montant des garanties financières ainsi calculées s'élève à 793 104 € TTC en prenant en compte l'indice de juillet 2016.

De même, la quantité de déchets et de produits dangereux entreposés sur le site n'étant pas fixée dans les dispositions préfectorales actuelles, celle-ci est reprise dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire conformément aux dispositions du paragraphe V.B de l'annexe I de la note DGPR du 20 novembre 2013 précitée (cf. article 4 du projet d'APC).

Par ailleurs, les dispositions préfectorales actuelles ne prévoient pas de prescription imposant explicitement la mise en sécurité et la remise en état du site pour le reste des installations de l'établissement. Aussi, il convient de prescrire ces dispositions dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire (cf. article 2 du projet d'APC).

4 CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE STATION DE DÉTOXICATION

4.1 Contexte et propositions de l'exploitant

Actuellement, l'établissement dispose d'une station de traitement des eaux qui a été totalement réaménagée et couverte en 1996. Celle-ci traite les effluents provenant des chaînes de traitement de surfaces par voie physico-chimique sur la station de détoxification avant rejet dans la rivière La Grenne. Cette station assure deux filières de traitement ; l'une pour les effluents chargés en aluminium et l'autre pour tous les autres effluents (acides, bases, chromes, cyanures, autre métaux...).

Un échantillonneur en armoire réfrigérée prélève automatiquement de l'eau en sortie du filtre à sable pour avoir chaque jour un échantillon représentatif des eaux rejetées, aux fins d'analyses. Des contrôles de la qualité des effluents rejetés d'une part et du milieu récepteur d'autre part sont réalisés périodiquement par l'industriel et/ou par un ou des laboratoires agréés.

Depuis plusieurs années, les rejets de la station de traitement ne respectent pas les valeurs limites d'émissions fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 3 octobre 2005 modifié. À partir de 2009, la société DEC a mené des réflexions sur les évolutions de la station afin de se conformer à l'arrêté préfectoral. Dans ce cadre les solutions suivantes ont été recherchées :

- 2010 -2011 : Le Cabinet Frank Chevalier Conseil et la société Corelec ont étudié des solutions de « 0 rejet » et des solutions mixtes,
- 2012-2013 : Etude du raccordement à la station communale par Suez Environnement,
- 2014 :VEOLIA STI : traitement par évapo-concentration d'une partie des effluents azotés et traitement physico chimique des effluents restant.
- 2014-2015 :ONDEO (groupe Suez) : Traitement physico-chimique + traitement biologique des effluents.

Parmi ces cinq solutions, la société DEC a choisi d'approfondir la solution proposée par ONDEO sur la base de :

- coûts d'investissement et de fonctionnement plus faibles,
- la diminution de l'utilisation de la ressource en eau avec le recyclage prévu,
- l'amélioration de la qualité des rejets. Respect des niveaux d'émission visés par les MTD (meilleures techniques disponibles).
- sa capacité de traitement.

La filière retenue comprend 5 étapes :

1^{re} étape : traitement physicochimique

Comprenant les traitements spécifiques de déchromatation et décyanuration, puis pour l'ensemble des effluents une double précipitation (à deux pH différents : 10 et 7) suivi d'une séparation de phase par décanteur lamellaire.

2^e étape : bassin tampon

Permettant de lisser les charges mais surtout d'envisager un rejet sur 7 jours à débit plus ou moins constant.

3^e étape : bassin biologique d'anoxie

Afin de s'assurer du traitement de l'azote et particulièrement des nitrates.

4^e étape : filtre biologique

Permettant d'affiner le traitement de la DB05 et DCO associée mais aussi le traitement de MES, et enfin permettant de traiter une petite part d'azote complémentaire (assimilation et nitrification). Cette étape de traitement sera en plus complétée par une filtration automatique finale de sécurité.

5^e étape : une unité d'osmose inverse et résines échangeuses d'ions

Dont le but est de remplir différentes fonctions :

- Recyclage d'eau sortie station vers la production d'eau déminéralisée du site (15 000 m³/an), permettant au site de substituer la consommation d'eau de ville associée.
- Dernière étape de traitement pour production du perméat d'osmose avant rejet au milieu naturel (lorsque celui-ci ne sera pas en mode recyclage ou en nettoyage chimique). De plus cet équipement permettra de renvoyer les concentrats en tête de station, afin que ceux-ci soient retraités au travers de l'ensemble de la filière.

Afin de faire valider techniquement cette solution, la société DEC a souhaité effectuer des essais pilotes sur site. L'objectif des essais était de tester l'étape biologique de la filière proposée par le constructeur en considérant que l'étape physico-chimique n'avait pas besoin d'être testé à l'échelle pilote puisqu'il est déjà en place et son fonctionnement est connu même si son remplacement dans sa totalité est prévu dans le nouveau projet.

L'évaluation de l'acceptabilité des rejets de la nouvelle station de traitement par le milieu récepteur a également été étudiée par la société DEC qui a présenté une étude d'impact dans le dossier de demande de modification déposé le 26 mai 2016 et complété les 9 et 10 novembre 2016. Cette évaluation a consisté à vérifier les niveaux de rejets projetés en les comparant avec le flux admissible pour la Grenne (NQE et classe de bon état) dans différentes conditions (impact du rejet max en situation d'étiage, impact du rejet moyen en situation d'étiage, impact moyenné).

Il ressort de cette évaluation que les effluents ne sont pas acceptables pour le milieu récepteur (La Grenne) dans le cas du paramètre cuivre dans toutes les conditions. L'exploitant précise donc dans son projet que les traitements des bains usés contenant à la fois du cuivre et du cyanure seront effectués en centre agréé. L'impact sur la production de déchets ne sera pas significatif puisque la quantité maximale de bains (cuvrés cyanurés) à traiter est égale à 8 t/an. La société DEC prévoit également de réduire le débit de rejet en situation sévère afin d'être moins impactant pour le milieu.

Le projet de construction de la nouvelle station prévoit également la mise en place d'un nouveau réseau « Eau déminéralisée », eau qui sera produite au moyen de deux osmoseurs situés dans la future station et qui permettront de produire 20 000 m³/an d'eau déminéralisée à partir du futur rejet station de la station. Ainsi l'exploitant prévoit de diminuer ses prélèvements dans les eaux souterraines et sur le réseau public.

Le coût d'investissement du projet de la nouvelle station de traitement est d'environ 3,08 millions € HT ainsi qu'un coût d'exploitation de 387 000 € par an.

4.2 Avis du service instructeur

Le tableau ci-dessous présente les valeurs limites d'émissions proposées par l'exploitant, celles imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation et celles retenues par le service d'inspection des installations classées dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral.

Paramètres	VLE proposées par l'exploitant	VLE AP 2005	VLE retenues
	concentration mg/l	concentration mg/l	concentration mg/l
DCO	100	100	100
DBO5	15	20	15
MES	10	25	10
AZOTE global (en N)	50	50	50
P total	2	10	2
Nitrite en N	1	1	1
Nitrate en N	15	/	15
Al	0,5	1,08	0,5
CN	0,01	0,01	0,01
Sn	0,05	0,1	0,05
Fe	0,1	0,5	0,1
Cr total	0,05	0,05	0,05
Cu	0,2	0,5	0,2
Ni	0,2	0,5	0,2
Pb	0,03	0,03	0,03
Zn	0,2	0,5	0,2
Métaux totaux	2	5	2
HC totaux	/	1	1
Fluorures	/	10	10
CrVI	0,01	0,01	0,01
Trichlorométhane	0,2	1	0,2

Ainsi les VLE proposées par l'exploitant sont toutes inférieures ou égales aux valeurs existantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les débits de rejets proposés par l'exploitant sont également en diminution :

	Débits proposés par l'exploitant	Débits AP 2005	Débits retenus
Paramètres	m ³ /j	m ³ /j	m ³ /j
Volume maximal sur 24 heures Hors période d'étiage	350	500	350
Volume maximal sur 24 heures En période d'étiage	250	250 ou 300	250
Volume moyen journalier sur un mois	/	350	300

Compte tenu que l'étude d'impact du dossier de demande de modification de la société DEC montre que les rejets sont acceptables pour le milieu récepteur (sauf pour le cuivre) et que le traitement futur des bains usés de cuivre cyanuré sera effectué en centre agréé, le service d'inspection des installations classées propose de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation afin de reprendre les valeurs et les débits ci-dessus (cf article 7).

Afin de prendre en compte le recyclage d'une partie des effluents de la future station, le projet d'arrêté préfectoral prévoit également (cf article 6) la diminution des prélèvements autorisés dans la nappe de la Craie et sur le réseau public présentée dans le tableau ci-dessous :

	Prélèvements proposés par l'exploitant	Prélèvements AP 2005	Prélèvements retenus
	m ³ /an	m ³ /an	m ³ /an
Eau souterraine	55 000	70 000	55 000
Réseau public	10 000	/	10 000

Le projet d'arrêté préfectoral prévoit également la mise en place d'une surveillance des effluents atmosphériques de l'installation de traitement des événements de la station de détoxification (cf article 8).

Le dossier de modification déposé par l'exploitant comprend une actualisation de l'étude de danger. Celle-ci ne remet pas en cause les scénarii d'accidents développés dans la précédente étude de danger. Les zones d'effets liées au flux thermiques, en cas d'incendie des ateliers de traitement de surface ne sont pas modifiées par le projet. La nouvelle station projetée ne sera plus située, contrairement à une partie de l'ancienne station, dans le flux thermique correspondant au seuil des effets létaux significatifs (5 kW/m²).

En matière de gestion des eaux incendies et des eaux pluviales, le nouveau bâtiment est conçu avec un dispositif de confinement de 200 m³ et un bassin extérieur de 100 m³ pour la collecte des eaux pluviales en remplacement de ceux existants. Ainsi, le projet d'arrêté préfectoral met à jour les dispositions relatives au réseau d'eaux pluviales et au dispositif de confinement (cf article 7).

Enfin, l'article 5 du projet d'arrêté préfectoral rend les nouvelles dispositions des articles 6, 7 et 8 applicables à compter de la mise en service de la nouvelle station de traitement.

5 Conclusion et propositions

Compte tenu de ce qui précède et en application de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, l'inspection des installations classées propose d'imposer à la société DEC, pour l'exploitation de ses installations de Cormenon, le respect des prescriptions complémentaires, figurant dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

Cette proposition d'arrêté doit être soumise à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de Loir-et-Cher conformément aux dispositions de l'article R.512-31 précité, auquel il est proposé d'émettre un **avis favorable**.

L'inspecteur des Installations classées

Vu et transmis avec avis conforme,
Pour le Directeur

Le Chef de Département Impact Santé
et Stratégie de l'Inspection

